

Intersyndicale Finances Publiques Aveyron



Tous les collègues en poste à la direction (et ils sont nombreux en ce moment), ainsi que beaucoup de Ruthénois, ont assisté lundi 23 mars à une longue intervention des pompiers place d'armes.

Pompiers qui commencent à être des habitués de nos locaux... Leur intervention, encore une fois, visait à porter assistance à un collègue maltraité par notre direction.

Cette fois un agent ALD en poste à MILLAU a été convoqué pour se voir annoncer que le CC Pro de DECAZEVILLE ayant des difficultés de personnel nécessitait qu'il y prenne ses fonctions au 1er mai.

Leur position est restée ferme malgré les arguments qui leur ont été opposés :

- la situation du SDIF qui reste fragile. Mais pour la direction tout va bien et l'arrivée d'un inspecteur en sortie d'école leur permet de retirer un agent qui maîtrise le travail.
- de nombreux agents ALD qui seraient plus proches de DECAZEVILLE. Ils ont fait le tour des possibilités, aucune ne convenait.
- la situation personnelle de l'agent concerné, muté d'office dans un délai restreint à 105 km de son domicile avec un trajet de plus de 3 heures aller-retour. Obligé soit de mettre sa vie en danger, soit de déménager et rescolariser ses enfants en catastrophe. Tout ça alors qu'il pourra déposer une demande de mutation pour régulariser sa situation dans le même délai.

La situation des ALD (A la Disposition du Directeur) pose question depuis de nombreuses années. Jusqu'à maintenant, les Directeurs successifs ont toujours traité les agents concernés intelligemment et avec humanité. Cette fois-ci, la décision de la direction, en concertation avec la DG, montre combien cette affectation est redoutable quand elle laisse l'agent exposé au fait du prince. Les collègues ALD ont tout intérêt à déposer une demande de mutation au mois de mai afin de sécuriser si possible leur affectation avant que le ciel ne leur tombe sur la tête.

Quand on voit la gestion « pragmatique » selon eux, mais radicale et néfaste pour nous, des agents, beaucoup pourraient se dire de notre direction : mais où trouvent-ils toute cette énergie ? Cependant, on « peut regretter » comme le procureur dans l'arnaque à la carte grise qui a coûté 7 millions à l'État que cette énergie n'ait pas été employée à se rendre au tribunal, plutôt que porter un nouveau coup à un service qui a rencontré de nombreuses difficultés depuis sa création.

Nous invitons tous les collègues à apporter leur soutien à l'agent ayant fait l'objet de cette terrible mutation d'office. Au-delà des ALD, avec la nouvelle gestion des emplois avec les ETP (Equivalent Temps Pleins), nous risquons tous de nous retrouver dans la même situation un jour. Nous doutons fortement que les écarts des effectifs entre services se résorberont naturellement.